



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction régionale et  
interdépartementale de  
l'environnement, De l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 17/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **A2C Granulat**

Route de Donnemarie Dontilly  
BP 12  
77480 Saint-Sauveur-lès-Bray

Références : 230922

Code AIOT : 0006502131

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2023 dans l'établissement A2C Granulat implanté LES PATURES 77134 Les Ormes-sur-Voulzie. L'inspection a été annoncée le 15/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- A2C Granulat
- LES PATURES 77134 Les Ormes-sur-Voulzie
- Code AIOT : 0006502131
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sur la commune des Ormes-sur-Voulzie (77), la société A2C Granulat, est autorisée à exploiter une carrière alluvionnaire par l'Arrêté Préfectoral du 02 juillet 2010 pour une durée de 30 ans.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi annuel
- Remblayage
- Garanties financières
- Trackdéchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Elimination des produits polluants	Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article III-15	/	Sans objet
2	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article III-17	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Limitation d'accès	Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article III - 19	/	Sans objet
4	PLANS	Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article III - 21	/	Sans objet
5	Montants de référence des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article V-1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est correctement tenue et les prescriptions contrôlées sont bien respectées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Elimination des produits polluants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article III-15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et produits polluants résultants du fait de l'exploitation sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux jusqu'à la fin de l'exploitation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place la traçabilité de ses déchets via la plateforme trackdéchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Remblayage de la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article III-17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Remblayage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les apports de matériaux extérieurs sont interdits. Les fines de lavages sont utilisées pour la remise en état et déposées dans des casiers.
<b>Constats :</b> L'exploitant confirme qu'il n'y a pas d'apport extérieur de matériaux. Le remblayage se fait uniquement avec les matériaux de découverte et les fines de lavage issues de l'installation de traitement sont actuellement envoyées par conduites vers la carrière Mouy-les-Ormes Site A.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Limitation d'accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article III - 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Durant les heures d'activité (cf. article I-5), l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public. Une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverture ou d'exploitation, des pistes, des convoyeurs s'ils ne sont pas intégralement capotés. Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier (distance entre panneaux de l'ordre de 50 m), sur les chemins d'accès aux travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé particulièrement le long des chemins ruraux. Le bon état des clôtures et pancartes fait l'objet d'un contrôle a minima semestriel.
<b>Constats :</b> L'accès à la carrière est matériellement interdit au public. Une clôture solide et efficace y empêche l'accès. Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier sur le chemin d'accès aux abords des travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : PLANS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article III - 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'échelle,</li> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li> <li>- les bandes de 10 mètres, les zones supplémentaires de recul,</li> <li>- les zones en cours d'exploitation,</li> <li>- les cotes fonds de fouilles y compris des zones en eaux,</li> <li>- les zones déjà exploitées non remises en état,</li> <li>- les zones remises en état,</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (cote NGF),</li> <li>- les convoyeurs et infrastructures,</li> <li>- les pistes et voies de circulation y compris hors périmètre,</li> <li>- le tracé des lignes électriques,</li> <li>- les piézomètres, les fossés de recharge,</li> <li>- la position des éléments visés à l'article III-20 et leurs éventuelles servitudes,</li> <li>- les bornes mentionnées à l'article HI-2,</li> <li>- les valeurs des éléments S1, S2 et L définis à l'article V-1</li> </ul> Ce plan, remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, est certifié conforme par l'exploitant et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...). Il est joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection son bilan annuel 2023. Celui-ci est accompagné d'un plan, certifié conforme par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Montants de référence des garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article V-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La durée de l'autorisation est de 30 ans divisée en six périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de celle-ci. La formule de calcul utilisée est celle relative aux carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle .Les montants de référence des garanties financières, exprimé en euro TTC ci-dessous, sont calculés avec l'indice TP 01 de février 2010 soit 636,8. [...] Période T10-T15 : S1 (ha) = 16,7541 / S2 (ha) = 5,5317 / L (m) = 2781 / Montant de référence (euros) TTC = 598 873 [...]
<b>Constats :</b> Les garanties financières sont respectées. Les paramètres S1, S2 et L sont conformes à l'arrêté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

